

ACTION URGENTE

BAHREÏN. UN DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS ARRÊTÉ RISQUE LA TORTURE

Le défenseur bahreïnite des droits humains Hussain Jawad a été arrêté tôt dans la nuit du 15 au 16 février dernier et conduit à la Direction des enquêtes criminelles. Il risque d'être victime de torture et d'autres mauvais traitements.

Le 16 février 2015 vers 1 h 30, le défenseur des droits humains **Hussain Jawad** a été appréhendé par des agents de police masqués et en civil. Ceux-ci ont fouillé son domicile avant de l'emmener à la Direction des enquêtes criminelles. Ils n'ont donné aucune explication, mais Amnesty International craint que cet événement soit lié au travail mené par cet homme en faveur des droits humains.

Environ 10 heures après son arrestation, Hussain Jawad a appelé sa femme et lui a dit qu'il allait bien. Elle lui a demandé si les policiers lui avaient fait du mal, ce à quoi il a répondu « oui », et la communication a été interrompue. Bon nombre des personnes conduites à la Direction des enquêtes criminelles depuis ces derniers mois affirment avoir subi des actes de torture ou d'autres mauvais traitements. L'avocat de Hussain Jawad a écrit au bureau du procureur, en demandant quand son client comparaitrait pour être interrogé afin de pouvoir assister à l'audience. Amnesty International a elle aussi écrit au bureau du procureur en réclamant la raison de l'arrestation de Hussain Jawad et pour lui demander de veiller à ce que cet homme ne soit pas victime de torture ou d'autres mauvais traitements.

Hussain Jawad, qui occupe la fonction de président de l'Organisation européenne-bahreïnite pour les droits humains, a déjà été arrêté après avoir prononcé un discours lors d'un mouvement de protestation en 2013. Il a alors été accusé d'avoir « critiqué les institutions gouvernementales », « insulté le drapeau et le symbole du pays », « essayé de troubler l'ordre public » et participé à un « rassemblement illégal ». Le procès pour ces charges est en cours et la prochaine audience est prévue pour le 25 février.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en arabe, en anglais ou dans votre propre langue :

- faites part de votre inquiétude quant au fait que Hussain Jawad semble avoir été appréhendé en raison de son travail de défense des droits humains ;
- engagez les autorités à libérer cet homme, à moins qu'il ne soit inculpé d'une infraction pénale universellement reconnue ;
- exhortez-les à veiller à ce qu'il ne soit pas victime de torture ou d'autres mauvais traitements, et qu'il puisse sans délai contacter son avocat et sa famille, et bénéficier des soins médicaux dont il pourrait avoir besoin.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 30 MARS 2015 À :

Roi de Bahreïn

Shaikh Hamad bin 'Issa Al Khalifa
Office of His Majesty the King
P.O. Box 555, Rifa'a Palace
al-Manama, Bahreïn

Fax : +973 1766 4587

Formule d'appel : *Your Majesty, / Sire,*
(Votre Majesté, dans le corps du
texte)

Ministre de l'Intérieur

Shaikh Rashid bin 'Abdullah Al Khalifa
P.O. Box 13, al-Manama, Bahreïn

Fax : +973 1723 2661

Courriel : via le site

www.interior.gov.bh/contact_en.aspx

Twitter : @moi_Bahrain

Formule d'appel : *Your Excellency, /*
Monsieur le Ministre,

Copies à :

Ministre de la Justice et des Affaires
islamiques

Shaikh Khalid bin Ali Al Khalifa
Ministry of Justice and Islamic Affairs
P. O. Box 450, al-Manama, Bahreïn

Fax : +973 1753 1284

Courriel : via le site

<http://www.moj.gov.bh/en/>

Twitter : @Khaled_Bin_Ali

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de Bahreïn dans votre pays (adresse/s à compléter) :

nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

BAHREÏN. UN DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS ARRÊTÉ
RISQUE LA TORTURE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Hussain Jawad est le fils de Mohammad Hassan Jawad, qui purge une peine de 15 ans d'emprisonnement à la prison de Jaww après avoir été condamné en même temps que 12 autres militants de l'opposition. Il a été appréhendé une première fois le 24 novembre 2013 au poste de police d'Al Wusta, dans le sud de Manama, où il s'était rendu pour porter plainte pour diffamation contre un quotidien bahreïnite et une ONG entretenant des liens étroits avec les autorités. Ceux-ci ont publié les photos et les noms de 18 défenseurs des droits humains et militants politiques bahreïnites, les accusant d'être les auteurs d'« atteintes aux droits humains » et d'« actes terroristes », entre autres, dans le pays et réclamant des sanctions à leur encontre. Ils auraient agi en réaction à la campagne *End Impunity in Bahrain* (Mettez fin à l'impunité à Bahreïn) menée par le Centre bahreïnite des droits humains du 1^{er} au 23 novembre 2013. À cette occasion, cet organisme a publié les noms de plusieurs personnes qu'il jugeait responsables ou impliquées dans les atteintes aux droits humains qui perdurent dans le pays, sous le bandeau « Recherchés au nom de la justice à Bahreïn ».

Nom : Hussain Jawad

Homme

AU 34/15, MDE 11/009/2015, 16 février 2015